

LE MENSONGE DU LIBÉRALISME ...

Le *Journal de Genève*, à propos de nous ne savons quel discours d'un leader libéral belge, écrivait il y a sept ou huit ans: «*C'est le chant du cygne du vieux libéralisme; le nouveau n'a pas encore trouvé sa formule*».

Tout le monde croira sans trop de peine que le vieux est aujourd'hui définitivement mort; il n'a d'ailleurs jamais été bien vivant, sauf dans les nombreux bouquins des économistes. En effet, qu'ont fait les libéraux, qui depuis un demi-siècle détiennent le pouvoir dans presque toute l'Europe, en matière religieuse, politique et économique, de quelle façon ont-ils appliqué leur programme?

Ils ont maintenu les Églises d'État, développé énormément le militarisme, augmenté les dettes publiques et les impôts, élevé les droits d'importation, massacré sous prétexte de civilisation aux quatre coins du globe, édicté des lois toujours plus restrictives contre les droits de presse, de réunion, d'association, accru le nombre des surveillants, gardes, policiers, gendarmes, geôliers et de toutes sortes de fonctionnaires, étendu la puissance de l'État, au contrôle duquel n'échappent plus que les financiers et les boursicotiers, et enfin remis à neuf toutes les horreurs des anciens régimes: les confiscations, les prisons, les tortures, les déportations, les échafauds, les fusillades d'ouvriers et de paysans, les guerres avec les innombrables maux qui en découlent.

Les socialistes n'ont été au pouvoir aucune part et l'étatisme n'a pas moins eu de beaux jours. Et qu'on ne vienne pas non plus nous dire que la faute en est aux radicaux, ceux-ci n'ayant jamais été qu'une minorité dans les grandes nations d'Europe. Non, il n'y a pas deux façons de gouverner, tout homme au pouvoir ne cherchant qu'une chose: l'asservissement du peuple.

Messieurs les libéraux, à quoi bon discuter vos soi-disant principes, puisque pratiquement vous les avez tous reniés? D'abord, les intérêts électoraux vous obligent à promettre des places, à assurer du concours de l'État une foule de pétitionnaires, et ensuite, le pouvoir conquis, vous ne voulez pas en diminuer les attributions et amoindrir ainsi votre propre importance de gouvernants. Quelquefois, il est vrai, au début, vous vous opposez dans une certaine mesure aux monopoles et au capitalisme d'État, mais pour accepter après de bonne grâce le fait accompli. Par contre vous n'avez jamais demandé la suppression d'une des régies existantes.

La question politique est d'ailleurs bien simple: l'immobilité absolue (comme elle doit vous sourire dans les rêves) étant impossible, il s'agit de savoir s'il y a pour vous plus d'intérêt à augmenter ou à diminuer la sphère d'action de l'État. Et les faits prouvent que vous préférez l'augmentation. Votre différence avec les radicaux et les socialistes parlementaires est seulement dans la mesure et dans le temps: vous ne voulez que partiellement et à long délai ce qu'ils réclament intégralement et sans plus tarder.

Vous ne sauriez être d'un parti anti-étatiste, qui doit logiquement aboutir à l'anarchie, à la négation du pouvoir, parce que le privilège ne peut se maintenir qu'en l'imposant par la force armée, et vous êtes les défenseurs acharnés de la propriété individuelle, le plus grand des privilèges, par lequel tous les autres supprimés en théorie revivent en réalité. Comment les pauvres pourront-ils jamais se considérer libres, tant qu'il dépendra de la bonne volonté des riches qu'ils mangent ou non? Et la liberté de travail ne sera-t-elle pas une amère ironie, tant qu'une infime minorité de capitalistes, en possession des moyens de production, pourra ou forcer un homme au chômage, ou lui imposer sans appel les conditions de main-d'œuvre?

Vous parlez d'initiative privée au peuple et nous en faisons autant; mais avec cette différence essentielle que vous lui recommandez surtout de rester dans la légalité et nous autres d'en sortir. Et pour cause! Pour initier n'importe quoi, il faut des moyens, qui dans une société comme la nôtre sont surtout financiers, et une grande liberté d'action. Or, le peuple n'ayant pas d'argent et vos lois lui défendant un grand nombre de choses, il est condamné à l'impuissance, s'il ne franchit pas les barrières légales.

Cherchez, cherchez, Messieurs, la nouvelle formule du libéralisme! L'alchimie politique et économique a réussi à changer le papier en or; c'est déjà un merveilleux résultat. A présent le magicien Debrit, en longue robe et chapeau pointu, au milieu de fourneaux et de cornues, ne cherche plus la formule pour faire de l'or, mais bien celle pour le conserver. Pourvu que les clameurs du dehors ne viennent pas le troubler dans ses recherches, et l'arrachant à son rêve, lui rappeler que depuis longtemps l'alchimie a fait place à la chimie.

Luigi BERTONI.
